

12 DÉCEMBRE 2021 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

DÉCLARATION DU PRÉSIDENT EMMANUEL MACRON SUITE AU TROISIÈME VOTE SUR L'ACCESSION À L'INDÉPENDANCE DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE.

[Télécharger le .pdf](#)

Françaises, Français,
Mes chers compatriotes,

En ce 12 décembre, pour la troisième fois les Calédoniens ont été appelés à se prononcer sur l'accès à la pleine souveraineté. Après les référendums des 4 novembre 2018 et 4 octobre 2020, les Calédoniens se sont prononcés massivement contre l'accès à la pleine souveraineté et à l'indépendance dans un contexte de forte abstention.

La Nouvelle-Calédonie restera donc française.

En signant l'accord de Matignon le 26 juin 1988, Jean-Marie Tjibaou et Jacques Lafleur ont ouvert un chemin d'espoir pour la Nouvelle-Calédonie.

Quelques semaines plus tard, le 6 novembre 1988, la Nation toute entière était appelée aux urnes pour entériner cet accord. Elle faisait sienne, alors, la parole échangée par ces deux grands hommes de l'histoire calédonienne et confirmait la pertinence du chemin dessiné par Michel Rocard.

Le 5 mai 1998, 10 ans plus tard, les élus calédoniens et l'État signaient l'accord de Nouméa et ouvraient la voie, pour la Nouvelle-Calédonie, à un avenir, des institutions et un horizon.

Ce dimanche, fidèles à la sagesse de nos aînés, nous franchissons ensemble une nouvelle étape. L'accord de Nouméa arrive à son terme juridique. La promesse du « destin commun » dont il était porteur n'a jamais été aussi tangible et doit continuer à nous guider.

Ce soir, reprenant les beaux mots de la coutume, j'accueille la réponse de la Nouvelle-Calédonie à la question qui lui était posée avec respect et humilité.

Respect, pour la parole donnée, pour l'accord de Nouméa qui nous aura menés ensemble à ce résultat.

Respect, pour tous les Calédoniens, tous : ceux qui souhaitent le maintien dans la France et ceux qui souhaitent l'indépendance.

Respect teinté de reconnaissance, pour tous ceux qui se sont mobilisés depuis de longs mois pour ce scrutin : les maires et leurs équipes, les services de l'Etat, les forces politiques, les membres de la commission de contrôle, les observateurs internationaux. L'ensemble des calédoniens

Humilité car le chemin engagé par nos prédécesseurs nous dépasse. Trente ans, trois consultations, un processus unique au monde sous le regard des Nations Unies. Nous ne faisons que prendre part à une histoire de temps long mais nous pouvons être fiers de ce cheminement inédit et pacificateur.

Humilité car nous aurons besoin de temps, encore. Si les trois consultations ont conduit à dire trois fois « non » à l'indépendance, chacune a porté un message différent que nous devons prendre en compte dans toute leur épaisseur et nous ne pouvons ignorer que le corps électoral est resté profondément divisé malgré le passage des années.

Humilité, enfin, devant l'ampleur de la tâche qui est la nôtre. Une période de transition s'ouvre en effet qui, libérée de l'alternative binaire entre le oui et le non doit nous conduire à bâtir un projet commun, en reconnaissant, en respectant la dignité de chacun.

Le ministre des Outre-mer est actuellement en Nouvelle-Calédonie, aux côtés des Calédoniens, à ma demande. Conformément aux engagements pris le 1er juin 2021, sous l'autorité du Premier ministre, il est à votre écoute, dès maintenant, pour préparer cette nouvelle étape. Il nous faudra bâtir une réponse aux questions institutionnelles et juridiques bien sûr. Elles seront nécessaires pour définir une organisation politique conforme aux résultats des trois consultations. Mais les discussions à venir ne pourront pas se limiter aux institutions. Le lien qui nous unit n'est pas que juridique. C'est un lien charnel, un lien de solidarité, un lien humain.

Les derniers mois l'ont montré. Dans l'épreuve de la crise sanitaire, la solidarité nationale s'est révélée plus concrète encore. En Nouvelle-Calédonie, comme partout sur le territoire national, l'action de l'Etat n'a eu qu'une seule priorité : sauver des vies, accompagner les plus fragiles. Je veux avoir, en ce jour, une pensée pour toutes celles et tous ceux qui pleurent un proche. Je veux leur dire ma proximité, ma compassion, et aussi l'engagement de la Nation à se tenir à vos côtés.

Dans la crise, la Nation a montré son visage d'aujourd'hui – son vrai visage. C'est à ce lien de solidarité, de respect, de fraternité, que nous devons être fidèle, et c'est ce lien nous retiendrons pour l'avenir. Sur bien des sujets, l'Etat et les institutions locales peuvent et doivent travailler ensemble. Ce sont d'abord les sujets d'urgences, ceux qui sont devant nous dans les prochaines semaines : la situation économique, évidemment la situation sanitaire aussi, la relance, l'équilibre des comptes publics. Le ministre engagera, sur ces sujets, un échange immédiat avec vos élus.

Ce sont aussi la nécessaire réduction des inégalités qui fragilisent l'unité de l'archipel et notre devoir à l'égard de la jeunesse calédonienne : la stratégie nickel, l'autonomie alimentaire et énergétique, le foncier, la fiscalité, une croissance plus juste et plus respectueuse de la nature sont autant de sujets qui nous permettront de concrétiser ce nouveau modèle de croissance. La situation des femmes calédoniennes sera aussi une grande cause des années à venir. Elles doivent prendre toute leur part à ce destin commun.

Enfin, nous aurons à construire une place pour la Nouvelle-Calédonie dans cette région de l'Indopacifique en pleine recomposition et soumise à de fortes tensions.

Ce nouveau projet vous le voyez est au combien ambitieux et nous le construirons ensemble, notamment avec tous ceux qui, en Nouvelle Calédonie, ont moins de trente ans et n'ont connu que l'accord de Nouméa.

Ce soir, en tant que chef de l'Etat, garant de nos institutions, je prends donc acte solennellement du résultat de ces trois scrutins. Ils confirment la volonté exprimée par la majorité des Calédoniens de rester dans la République et dans la Nation française.

Les Calédoniennes et les Calédoniens ont choisi de rester Français. Ils l'ont décidé librement. Pour la Nation entière, ce choix est une fierté et une reconnaissance. Ce soir, la France est plus belle car la Nouvelle Calédonie a décidé d'y rester. A nous tous d'écrire notre histoire avec ambition et respect : Une histoire qui se souvient sans ambiguïté ce qu'elle doit aux kanaks, peuple premier reconnu par l'accord de Nouméa et dont la présence, au sein de la communauté nationale, est une chance inestimable ;

Une histoire qui reconnaît, sans faux-semblant, l'apport des Calédoniens arrivés ensuite sur le Caillou pour y plonger leurs racines et y vivre en femmes, en hommes libres ;

Une histoire qui regarde devant, vers les défis de notre siècle, vers les défis de cet Océan Pacifique qui fait partie intégrante de notre espace national.

Françaises, Français, Chers compatriotes de Nouvelle-Calédonie, la France est fière d'être votre Patrie.

Elle renouvelle ce soir, pour vous, son engagement à vous protéger, à vous accompagner, quelles que soient les circonstances.

Vive la Nouvelle-Calédonie.

Vive la République.

Vive la France.